

Burundi : JdD Mutabazi somme Zeid Ra'ad Al Hussein de retirer ses propos

PANA, 28 février 2018 Colère à Bujumbura contre un responsable onusien assimilant le Burundi à un « abattoir d'êtres humains » Bujumbura, Burundi - Le président de l'Observatoire national pour la prévention et l'éradication des génocides, des crimes de guerre, des autres crimes contre l'humanité, Jean de Dieu Mutabazi (photo), a insisté, mercredi auprès des Nations unies de forcer le Haut commissaire aux Droits de l'Homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, à retirer ses propos comparant le Burundi à un "abattoir d'êtres humains", à l'image de la Syrie, du Yémen et de la République démocratique du Congo (Rdc), des pays en guerre civile ouverte ou larvée.

Depuis 2015, année des élections controversées et marquées de violences de masse, « les droits humains n'ont pas été améliorés, à part quelques cas isolés », a soutenu le président de l'Observatoire national des crimes de guerre posant en acteur le mieux placé pour aviser en cas d'indices de détérioration de la situation. Par conséquent, nous exigeons de Zeid Ra'ad Al Hussein de retirer ses propos et de faire preuve de plus de véracité et d'objectivité et d'affirmer que le Burundi n'est, en aucun cas, un abattoir d'êtres humains », a-t-il insisté. La veille, les propos du Haut commissaire des Nations unies avaient également irrité le président de la Commission nationale indépendante des droits de l'homme (Cnidh), Jean Baptiste Baribonekeza, allant jusqu'à douter de l'objectivité du diplomate originaire au regard de la situation « globalement bonne et stable » au Burundi. Les propos incriminés avaient été tenus lundi devant la 37^{ème} session ordinaire du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, tenue à Genève en Suisse. Des médias internationaux ont rendu compte de la « grande déception » du Haut commissaire devant « l'inaction et le manque de cohésion » de la Communauté internationale, face aux tragédies dans plusieurs régions du monde. Le Haut commissaire a alerté principalement sur le Ghouta oriental et les autres zones assiégées de Syrie, sur l'Ituri et les deux Kasaï, en République démocratique du Congo, Taa'iz, au Yémen, le Burundi, l'Etat de Rakhine, en Birmanie". Ces parties du monde sont devenues « des abattoirs humains les plus prolifiques de ces derniers temps, sans que nous agissions suffisamment et collectivement pour prévenir l'escalade de l'horreur », a-t-il martelé. Les cinq membres permanents du Conseil de Sécurité des Nations unies (Chine, Etats-unis d'Amérique, France, Royaume-uni et Russie) ont des responsabilités historiques devant tant de souffrances », a dit Zeid Ra'ad Al Hussein, mettant en cause leur utilisation abusive du droit de veto qui bloque toute action unitaire. La colère n'était pas encore retombée à Bujumbura depuis que le Haut commissaire a exigé et obtenu de la Cour pénale internationale (Cpi), l'ouverture d'une enquête de présumés « crimes contre l'humanité » à l'ombre de la crise politique autour des élections controversées de violences de 2015. Les violences qui ont accompagné la crise auraient fait au moins 1.200 morts et déplacé plus de 400.000 personnes entre avril 2015 et mai 2017, selon les estimations de la Cpi. En début de cette semaine, l'envoyé spécial de l'Onu pour le Burundi, le Burkinabé Michel Kafando, a encore souligné, devant le Conseil de Sécurité, que ce pays des Grands Lacs africains "reste un sujet de préoccupation pour la Communauté internationale". Recommandation a été faite à l'Union africaine de rester « fortement engagée » en vue de l'aboutissement des efforts de la médiation de la Communauté d'Afrique de l'est, menée par l'ancien président de la Tanzanie, Benjamin William Kapronusien a rejeté, à la même occasion, les accusations de partialité dans les affaires du Burundi, le vrai objectif de la Communauté internationale étant de "tirer la sonnette d'alarme" sur la situation d'un pays « aux nombreuses difficultés politiques, sociales et économiques. Au niveau humanitaire, un récent rapport des Nations unies alerte sur le sort du tiers de la population burundaise qui aura besoin d'une assistance humanitaire en 2018, soit une hausse de 20% par rapport à 2017. Sur le plan politique, les Nations unies s'inquiètent d'un projet de référendum constitutionnel controversé qui permettrait au président sortant, Pierre Nkurunziza, de briguer un nouveau mandat à la tête du pays, en 2020. En 2015, le Burundi était entré en crise aussitôt annoncé la candidature du Président Nkurunziza à un troisième quinquennat, jugé contraire à la Constitution et à l'accord inter-burundais de 2000 d'Arusha, en Tanzanie, sur la paix et la réconciliation, ayant mis fin à une décennie de guerre civile caractérisée ethniquement.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});